

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Forstwesen = Swiss forestry journal = Journal forestier suisse
Herausgeber: Schweizerischer Forstverein
Band: 157 (2006)
Heft: 9

Buchbesprechung: Literatur = Litterature = Letteratura = Literature

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

BUCHBESPRECHUNGEN
 COMPTES RENDUS DE LIVRES
 RECENSIONI DI LIBRI
 BOOK REVIEW

RAMETSTEINER, E.; WEISS, G.; KUBECZKO, K.:

**Innovation and Entrepreneurship
 in Forestry in Central Europe**

European Forest Institute Research Report 19, Brill Academic Publishers, Leiden 2005, 182 pages, € 94.-, ISBN 90-04-14589-3

Der Bericht basiert auf Untersuchungen der Innoforce, einem Konsortium von elf europäischen forstlichen Institutionen (inklusive der ETH Zürich), mit dem Ziel, innovative Verhaltensweisen in der Forstwirtschaft in Zentraleuropa zu beschreiben und die dabei bestimmenden Faktoren zu analysieren. Innoforce wurde vom Europäischen Forstinstitut EFI seit 2001 anerkannt und arbeitet seither finanziell eigenständig mit einem Sekretariat in Wien. Der Rolle der Institutionen, die bei Innovationen direkt oder indirekt beteiligt sind, wird ein spezielles Gewicht beigemessen.

Im Zentrum stehen 32 dokumentierte Fallstudien aus sieben Ländern; ihnen ist ein Drittel des Buchumfangs gewidmet. Sie sind aufgliedert in Innovationen betreffend Produkte, Dienstleistungen und Prozesse, und sie sind äusserst anregend zu lesen. Spannend beschrieben sind jeweils die Rollen der beteiligten Akteure und das institutionelle Umfeld. Aus der Schweiz sind zwei sogenannte Start-ups von Forstbetriebsgemeinschaften und zwei Reorganisationen von Stadtforstverwaltungen (Baden und Zürich) erwähnt.

In der Analyse aller Fallbeispiele werden die Rahmenbedingungen für innovative Waldbesitzer und Waldmanager genauer beleuchtet. Unterschiede bestehen naturgemäss für die verschiedenen Eigentümerstrukturen in Europa, z.B. solche, die nicht allein vom Wald leben und sich oft in anderen Sektoren vermehrt engagieren. Die forstlichen Subventionssysteme scheinen Innovationen nicht sonderlich zu fördern. Forstwissenschaft und Ausbildung in vielen Ländern sind oft stark auf Holznutzung ausgerichtet und verhindern die Öffnung zu anderen Möglichkeiten für Innovationen, das gleiche Risiko kann sich auch in Ländern mit Schwerpunkt «naturnaher» Waldbau bieten.

Gemäss der Studie sind jedoch die Waldeigentümer weitaus dynamischer als ihr Ruf in der Waldpolitik: bei Waldbesitz von über 500 ha ist die Dynamik für Erneuerungen gleich hoch wie der Durchschnitt von KMUs aller Branchen in der EU. In den Umfragen äussern Waldbesitzer einen starken Willen zu Innovationen, diese sind eher dienstleistungs- als produktorientiert. Über 50 % bemängeln die schlechten Rahmenbedingungen und Unterstützung.

In den Schlussfolgerungen empfehlen die Autoren den europäischen Ländern,

dringend eine für den Waldsektor spezifische Innovationsstrategie zu entwickeln und gehen auf drei Bedingungen ein, mit denen Institutionen gute Voraussetzungen für Innovationen schaffen können: Erstens Informationslücken bei der Erschliessung von neuen Märkten und Potenzialen schliessen statt nur die bestehenden traditionellen Forstinformationen perfektionieren. Zweitens soll sich der Waldsektor auf allen Ebenen anderen Sektoren wie z.B. Regionalentwicklung, Tourismus, Waldpädagogik öffnen und die Anstrengungen besser koordinieren. Hier sind auch in Zukunft weitaus mehr EU-Gelder abzuholen. Drittens braucht es neue Anreizsysteme. Eine Beobachtung aus den Fallstudien hat gezeigt, dass die meisten Innovationen Beiträge aus nicht-forstlichen Entwicklungsprogrammen erhalten hatten. Die Autoren plädieren für die konsequente Unterstützung von radikal neuen Ideen anstatt von häppchenweisen Verbesserungen des Bestehenden.

CHRISTOPH DÜRR

BERTRAND, A.; MONTAGNE, P.; KARSENTY, A. (éds.):

**L'Etat et la gestion locale durable
 des forêts en Afrique francophone
 et à Madagascar**

L'Harmattan, Paris, 2006, 471 pages, € 38.-, ISBN 2-296-00161-0

Cet ouvrage composé d'articles d'auteurs divers, rend principalement compte des expériences conduites au cours des 20 dernières années sous le regard ou avec l'appui du Département Forêts du Cirad français (Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement) dans les anciennes colonies françaises d'Afrique et de Madagascar, expériences qui ont contribué au moins en partie à changer le fonctionnement des administrations forestières nationales. La grande majorité des papiers présentés dans l'ouvrage sont rédigés par des chercheurs du Cirad, seuls ou en collaboration avec leurs homologues des pays de référence.

L'ouvrage intéresse par les nombreux témoignages et éléments empiriques locaux, qui couvrent une zone très vaste allant du Maroc à Madagascar. Les relations entre administration centrale et autorités locales, les modalités d'action administrative dans un contexte de décentralisation à reculons, la construction de filières locales de bois-énergie encouragées par des mécanismes d'Etat et de marché, font l'objet de présentations détaillées qui renseignent sur des évolutions qui semblent toujours en cours. La participation des acteurs, de même que le contrôle de l'action réglementaire dans un contexte d'illégalité diffuse, ou encore les nouvelles modalités de planification aux niveaux national et local, thèmes sur lesquels les auteurs anglo-saxons sont plus déserts, donnent lieu quant à eux à des développements pour le moins discrets. Il n'y a d'ailleurs que très peu de références bibliographiques en langue anglaise. Les expériences du Mali et du Niger, sur lesquelles une foule de données empiriques est présentée, donnent la structure d'ensemble du livre.

Lorsqu'il s'agit de tirer de ces nombreuses communications convergentes une analyse globale, le lecteur reste toutefois sur sa faim. Les généralités présentées en introduction comme en conclusion restent très en deçà de ce qu'on est en droit d'attendre d'un ouvrage qui se prétend scientifique: peu d'approches théoriques explicitées, y compris sur le thème central ici, si l'on peut dire, de la décentralisation; peu de mise en perspective avec ce qui existe ailleurs que dans les zones présentées, notamment dans les pays anglo-saxons où l'évolution du rôle de l'Etat a été encore plus nette, même si l'on parlait d'une situation de référence moins caricaturale que dans les anciennes colonies françaises; et surtout une assimilation de l'Etat au cadre réglementaire du fonctionnement de l'administration des forêts, qui empêche de voir les changements structurels plus globaux. Au fil des pages, on attend une analyse claire de l'évolution du rôle de l'Etat, qui ne vient pas.

Cette compilation d'études de cas laisse en fait une curieuse impression de décalage et d'obsolescence, comme si dans l'Afrique francophone, la vision de l'action publique était restée fondamentalement endogène et juridique. L'approche historique rend alors assez bien compte des évolutions des années 1970 et 1980, mais bute de façon fondamentale sur l'impossibilité d'expliquer les dynamiques plus récentes. L'ouvrage finit dès lors par apparaître lui-même comme représentatif de l'isolement de l'Afrique, à moins que cela soit de celui des chercheurs travaillant de façon ancienne et exclusive sur l'administration des forêts des pays francophones de ce continent.

GÉRARD BUTTOUD

BERTRAND, A.; MONTAGNE, P.; KARSENTY, A. (éds.):

**Forêts tropicales et mondialisation.
 Les mutations des politiques forestières
 en Afrique francophone et à Madagascar**

L'Harmattan, Paris, 2006, 482 pages, € 38.-, ISBN 2-296-00162-9

Cet autre ouvrage collectif du Cirad, signé des mêmes éditeurs que le précédent et à la présentation semblable, se veut son complément. Il s'avère pourtant très différent dans sa structure et dans son contenu.

D'abord il situe clairement les changements des politiques forestières et du rôle de l'Etat dans le contexte de la mondialisation qui donne au secteur forestier de nouveaux contours et une nouvelle matière. Là où le précédent s'empêchait une vision globale et analytique des déterminants des évolutions, celui-ci au contraire met bien l'accent sur ce qui est moteur dans les politiques publiques nationales de la forêt et du bois.

L'exemple de l'Afrique centrale donne le contenu principal de ce tome, en permettant des présentations approfondies des enjeux et mécanismes en cours dans cette région du continent.

Les évolutions vers des mécanismes permettant une meilleure prise en compte du marché sont présentées à travers l'exemple de la construction de la fiscalité en Afrique

centrale, laquelle fait l'objet depuis quelques années de tant d'analyses et publications et qui donne encore lieu ici aux papiers les plus consistants. Par ailleurs, les relations public-privé, le lien entre politiques économiques nationales et outils d'aménagement locaux, font l'objet de développements précis, toujours étayés d'exemples choisis au Cameroun et dans le bassin du Congo. Les changements en cours à Madagascar font l'objet de présentations détaillées. D'autres modalités de gestion publique, comme la certification ou les processus dits participatifs, semblent par contre moins connus des auteurs, qui ne s'interrogent pas non plus sur les interactions entre différents niveaux de prise de décision (donneurs, agences, administrations, gestionnaires) pas plus que sur les mutations dans le contenu et la légitimité de l'expertise. Quant aux thèmes mis à la mode aujourd'hui par la Banque Mondiale suivie d'un peu tout le monde, ceux de la lutte contre la pauvreté et de celle contre l'illégalité, ils ne font pratiquement pas l'objet de traitement, en partie probablement en raison de leur arrivée récente sur le marché des idées.

Les diverses formes de transition dont l'ouvrage fait justement mention n'étant toutefois pas décrites du point de vue théorique, leur connaissance ne permet pas de comprendre la co-existence de traductions différentes dans des cas voisins. La synthèse qu'en tire A. Karsenty, militant pour une approche intégrée du cycle d'analyse d'une politique forestière, reste quelque peu triviale, malgré un développement court sur l'appropriation différenciée des concepts exogènes au cadre national. Finalement, la conclusion d'A. Bertrand listant les points de recherche restant à aborder après cet exercice fastidieux de compilation empirique (dont le thème, significatif, de la gouvernance) renseigne mieux qu'une longue analyse sur les limites de l'ouvrage.

GÉRARD BUTTOUD

ZIANIS, D.; MUUKONEN, P.; MÄKIPÄÄ, R.; MENCUCINI, M.:

Biomass and Stem Volume Equations for Tree Species in Europe

Silva Fennica, Monographs 4, 2005, 63 pages, PDF über www.metla.fi/silvafennica/

63 Seiten Formeln und Funktionen: nicht lesbar. Dazu ist diese Publikation ja auch nicht gedacht. Es ist ein Überblick über Biomasse- und Stammvolumenfunktionen für viele Baumarten Europas. Die mathematischen Formeln der empirischen Modelle, die zugehörigen statistischen Parameter, die Informationen über die Baumdimensionen und die Herkunftsländer wurden aus wissenschaftlichen Aufsätzen und technischen Berichten gesammelt. Im Ganzen wurden 607 Gleichungen für die Biomassenschätzung – meistens für die oberirdischen Baumteile – und 230 für die Schätzung von Stammvolumen zusammengestellt. Für Südeuropa gibt es nur relativ wenige Gleichungen. Aus der Schweiz sind weder für die Biomasse noch für die Volumenschät-

zung Funktionen dabei. Die meisten Biomasse-Gleichungen basieren auf wenigen Standorten und einer sehr beschränkten Anzahl Bäume. Die Volumenfunktionen haben in der Regel bessere, repräsentative Grundlagen für grössere geografische Regionen und sind für die wichtigsten Baumarten in Europa erhältlich.

Die Entwicklung von allometrischen Gleichungen, die aus Brusthöhendurchmessern und/oder Baumhöhen die Schätzung von Stammvolumen oder der Biomasse erlauben, ist ziemlich aufwändig, speziell die vollständige Ernte grosser Bäume. Die Zusammenstellung der existierenden Funktionen dient deshalb der Feststellung allfälliger Wissenslücken und gibt die Möglichkeit, vorhandene Funktionen zu testen und zu vergleichen. In dieser Zusammenstellung sind nur Funktionen gelistet, die als erklärende Variable den Brusthöhendurchmesser oder die Höhe oder eine Kombination dieser beiden Parameter haben. Funktionen, die weitere Variablen betreffen, wie die Bonität, Höhenlage, Boden usw. werden hier nicht gelistet, ebenso solche die vordefinierten Kriterien nicht entsprechen, z.B. solche, die negative Werte ergeben oder ein tiefes r^2 aufweisen. Informationen über die Bestände und die Stichprobengrösse usw. werden soweit vorhanden mitgeliefert.

Es liegen Funktionen vor für die gesamte oberirdische Biomasse, aber auch für einzelne Kompartimente (Äste, Krone, Belaubung, Wurzeln usw.). Diese Angaben sind alle in Tabellen zusammengestellt. Bei den Stammvolumen wird angegeben, wie dieses jeweils definiert ist, wenn diese Information in den zitierten Originalarbeiten vorhanden ist. Diese Unsicherheit führt dann natürlich dazu, dass bei der Schätzung des Stammvolumens eines bestimmten Baumes, je nach verwendeter Funktion, ziemlich unterschiedliche Ergebnisse herauskommen.

Die zusammengestellten Informationen bilden die Grundlage für die Schätzung von Kohlenstoffvorräten und der Nährstoffgleichgewichte in den Wäldern Europas sowie für die Entwicklung und Validierung von theoretischen Modellen der Biomassen-Allokation. Den Autoren und Herausgebern dieser Arbeit ist deshalb zu danken. Jedermann, der sich mit Baum- und Bestandesvolumen und deren Biomasse beschäftigt, findet darin eine Grundlage, die ihm langwierige Literaturrecherchen erspart. Diese wurden von den Autoren dieses Beitrages bereits gemacht. Zu ergänzen wäre diese Arbeit für die Schweiz mit den entsprechenden Funktionen.

ANDREAS ZINGG

Schweizerische Hochschule für Landwirtschaft

Wichtige Entscheide des Konkordatsrats

An der Sitzung des Konkordatsrats der SHL hat Staatsrat Pascal Corminboeuf Werner Inderbitzin als Präsident des Verwaltungsrats mit bestem Dank für seine achtjährige Tätigkeit verabschiedet. Während seiner Amtszeit wurde unter anderem das Konkordat einer Totalrevision unterzogen und die Führung der SHL mit Leistungsauftrag und Globalbudget eingeführt. Mit der Inkraftsetzung des neuen Konkordats per 1. Januar 2006 wurden auch die Voraussetzungen für eine Erweiterung des Verwaltungsrats der SHL geschaffen. Neu vertritt Urs Amstutz, Direktor des Verbands Landwirtschaft Schweiz, die Forstwirtschaft. Als Branchenvertreter der Landwirtschaft wurde Jakob Rösch, Bildungsverantwortlicher beim Schweizerischen Bauernverband, gewählt. Der Berner Regierungsrat Bernhard Pulver tritt die Nachfolge des zurückgetretenen Regierungsrats Mario Annoni an. Ebenfalls neu in den Verwaltungsrat gewählt wurde der Bündner Regierungsrat Hansjörg Trachsel als weiterer Vertreter der Trägerschaftskantone. Nicht mehr im Verwaltungsrat vertreten ist der Verband der ETH-Ingenieure Svia. Deshalb ist Ueli Niklaus als Vertreter des Svia aus dem Rat ausgeschieden. Die übrigen bisherigen Mitglieder des Verwaltungsrats wurden bestätigt.

Der Verwaltungsrat der SHL setzt sich somit neu wie folgt zusammen: Staatsrat Pascal Corminboeuf (FR); Regierungsrat Bernhard Pulver (BE); Regierungsrat Hansjörg Trachsel (GR); Urs Amstutz (Vertreter der Forstwirtschaft); Daniel Bärtschi (Vertreter des Absolventenverbands Alis); Jacques Morel (Vertreter der Eidgenossenschaft); Jakob Rösch (Vertreter der Landwirtschaft).

Der Konkordatsrat hat zudem der Schaffung eines Masterstudiengangs an der SHL im Grundsatz zugestimmt. Damit kann das laufende Masterprojekt weiterverfolgt werden. Noch offen sind Art und Umfang einer allfälligen Zusammenarbeit mit Partnerinstitutionen. Der Start des Masterstudiengangs «MSc in Applied Agriculture and Forestry Sciences» (Arbeitstitel) ist für 2008 vorgesehen.

Aufgrund des starken Wachstums der Studierendenzahlen sowie der Forschungs- und Dienstleistungsaktivitäten in den vergangenen Jahren drängt sich der Ausbau des SHL-Campus auf. Der Konkordatsrat hat der Durchführung eines Architekturwettbewerbs für einen Erweiterungsbau zugestimmt. Noch offen ist die Finanzierung des Baus. Bis im Frühling 2007 sollen geeignete Finanzierungsvarianten ausgearbeitet werden.

Kontakt: Dr. A. Buess, Direktor, Tel. 031 910 21 11, E-Mail: office@shl.bfh.ch, www.shl.bfh.ch.

Zum 80. Geburtstag von Professor Dr. Georg Benz

Abgedruckt mit freundlicher Genehmigung der Schweizerischen Entomologischen Ge-